LE COLLECTIF DROITS DES FEMMES 06 EXIGE

- **Une loi intégrale contre les violences faites aux femmes et aux enfants et un budget intégral pour la mettre en place**. Cette loi a été votée le 13 octobre à l'Assemblée nationale. Nous saluons les avancées qu'elle contient en matière de prévention des violences et d'accompagnement des femmes et des enfants victimes. Nous dénonçons les reculs considérables, provoqués par le Rassemblement national avec Ensemble pour la République, privant les femmes sans papiers victimes de violences de porter plainte sans risquer une OQTF et les personnes demandeuses d'asile victimes de la liberté de travailler (suppression des articles 62 et 63).
- **L'application des mesures adoptées** (ex : entretien annuel sur la sécurité physique, psychologique et affective de chaque enfant de 3 à 18 ans, formation de toustes les professionnel·les, suivi des enfants placés).
- **L'examen de la loi par le Sénat avant fin février**, date de l'arrêt des travaux parlementaires pour cause de présidentielle.
- **Une Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité** (EVAR/EVARS) **effective partout** dans le cadre du respect de la loi de 2001 et de l'arrêté de février 2025
- **La fin des mutilations sur les enfants intersexes** encore autorisées en France
- **L'augmentation des financements des associations féministes** notamment celles qui accompagnent les victimes et assurent l'éducation populaire sur les questions de violences et d'égalité femmes-hommes.
- **Des moyens pour les services publics** et l'embauche massive de titulaires (soin, justice, protection de l'enfance, ASE, Éducation nationale, Inspection du travail).
- **De protéger les libertés d'expression des associations** : être financées par l'État en assurant des missions de service public ne doit pas les museler
- **L'arrêt immédiat des expulsions des exilées** par le gouvernement français et l'application de l'arrêt "Femmes afghanes" de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 4 octobre 2024, qui leur accorde systématiquement le statut de réfugiées dans tous les pays de l'UE.

SIGNATAIRES

À Corps Tribal, Alternatiba 06, Alternative Communiste, les Amis de la Démocratie, ATTAC 06, le Centre LGBTQIA+ Côte d'Azur, CGT Educ'Action, le Collectif Queer 06, les Écologistes 06/EELV06, FSU 06, La France Insoumise 06, le Front Populaire Etudiant, Habitat & Citoyenneté, la LDH Nice, le Mouvement de la Paix 06, le MRAP 06, Nice au Cœur, NousToutes! 06, le NPA-A 06, Les Ouvreur-es, le Parti de Gauche 06, le PCF 06, le Planning Familial 06, le PS 06, le Réseau Coopératif Gauche Alternative 06, Sud Solidaires 06, Tous Citoyens, Trans'Action, l'UD CGT 06, le rassemblement citoyen ViVA!

25 NOVEMBRE 2026

MARCHE NOCTURNE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS

18H - PARVIS NICE ÉTOILE

CROISEMENT JEAN MÉDECIN-DUBOUCHAGE

Collectif
Droits des Femmes
Alpes Maritimes

Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES À L'ENCONTRE DES FEMMES

Ce 25 novembre 2026 intervient dans un **contexte de mobilisation sociale et de violences policières** extrêmement fortes. Face aux lycéen·nes et étudiant·es, la réponse répressive du gouvernement montre une volonté de contraindre au silence et terroriser cell·eux qui signifient leur refus des violences institutionnelles . Ces réponses répressives envers les enfants existaient bien avant les mobilisations des lycéen-nes.

Nous dénonçons la répression féroce contre le mouvement lycéen ainsi que les violences sexistes et sexuelles subies par les adolescentes et les femmes de la part des forces de l'ordre. Depuis des années, nos organisations luttent contre les violences sexistes et sexuelles et ont élaboré une loi-cadre pour les éradiquer, à l'image de celle de l'État espagnol de 2004. Depuis des mois, nous participons à l'immense mobilisation contre les violences faites aux femmes et aux enfants, pour une loi intégrale avec un budget intégral. Le meurtre de Lyhanna a révélé une fois de plus les violences systémiques et la défaillance de notre société à lutter contre elles. Les violences ont lieu partout : famille, cercles amicaux, espaces publics, transports, lieux de travail, d'études, de sport, de soins, jusque dans les milieux militants.

AUJOURD'HUI EN FRANCE...

160.000
enfants victimes d'inceste et de violences sexuelles soit**3 enfants par classe.**

230.000
femmes et filles victimes de viols ou tentatives de viols par an. Près de la moitié sont mineures au moment des faits.

21%
des femmes, celles de plus de 70 ans, ne sont pas prises en compte dans les enquêtes sur les violences conjugales.

100%
des femmes sans abris ont subi un viol.

3%
des agresseurs sont condamnés, **1% dans les cas d'inceste.**

45,1%
des patientes déclarent avoir subi des **violences obstétricales** et/ou **gynécologiques** dans un établissement de soin.

+ DE 50%
des femmes victimes de féminicide avaient signalé des violences avant le meurtre.

75%
des femmes migrantes en situation de précarité ont été exposées aux violences.

97%
des auteurs de violences sexuelles sont des hommes. La majorité des violences ont lieu au sein de la famille

8.000
viols ou tentatives au travail par an. Un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel.

900
femmes par an **poussées au suicide par des violences** psychologiques ou du harcèlement de leur conjoint ou ex-conjoint.

85%
des personnes trans ont subi un acte transphobe.

20.000
enfants victimes d'**exploitation sexuelle** dont 80 % issu· es des foyers de l'aide sociale à l'enfance, qui manque de moyens.

TOUS LES 3 JOURS
une femme est assassinée par son conjoint ou ex.

50% des lesbiennes
75% des bies
ont été confrontées à des violences dans l'espace public.

UNE SUR 5
Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol. 35% sont victimes de violences conjugales.

Solidarité internationale !

Dans le monde entier, toutes les femmes, les filles et les enfants sont concernées par les violences. Ces violences sont le fruit du patriarcat, de la culture du viol et de la négation des voix des femmes et des enfants. Le 25 novembre, marquons notre solidarité avec nos sœurs du monde entier et ce, dans un contexte où les guerres se multiplient. Victimes des conflits armés, des répressions des régimes totalitaires et/ou théocratiques, les femmes et les filles subissent viols de guerre, violences sexuelles, mariages forcés, traites d'êtres humaines. Elles sont torturées, mutilées, excisées, infibulées, affamées, déplacées, emmurées et réduites au silence. Leurs droits les plus élémentaires sont bafoués.

"Ensemble on nous opprime, ensemble, révoltons-nous"

Partout les femmes sont victimes et partout elles se lèvent, s'organisent et luttent. Femmes, filles, enfants, personnes LGBTQIA+, femmes exilées, victimes de l'exploitation sexuelle, femmes en situation de handicap... elles parlent, crient, chantent, manifestent et luttent malgré les risques. Nous crions que **plus aucune victime ne doit être silenciée**, que **plus aucune plainte ne doit être classée sans suite**. Nous crions que l'espace public et notre corps nous appartiennent. Nous n'acceptons plus la moindre remarque sexiste, misogyne, raciste, islamophobe, antisémite, lgbtiphobe, grossophobe, validiste... Plus aucune tolérance pour les violences ! L'impunité doit cesser !

Extrême droite, extrême danger

Les gouvernements d'extrême droite constituent une menace majeure pour les droits des femmes, des enfants et des personnes LGBTQIA+ et pour les associations féministes et enfantistes, pour les défenseur.es des droits humains : discours machistes, masculinistes, lgbtiphobes, renvoi les femmes à la sphère domestique, interdiction de l'avortement, de transitionner, culture du viol.... Dans le monde, l'extrême droite au pouvoir réprime les militantes féministes et LGBTI, veut faire détransitionner de force les personnes trans et emprisonne les femmes ayant avorté et celles qui les y aident.

LA HONTE DOIT CHANGER DE CAMP !